

**BERNARD RINEAU**  
**Candidat aux élections législatives des 11 et 18 juin**  
**pour la 4ème circonscription de Loire Atlantique**

**POSITION SUR L'IVG**

L'avortement supprime une vie humaine : il faut œuvrer à abolir les approximations sémantiques visant à occulter cette réalité. Il convient de multiplier les propositions alternatives et revoir l'approche actuelle, trop idéologique, déconnectée de la réalité des chiffres et avec une tendance à occulter l'échec des politiques conduites jusqu'à ce jour. Il convient également de favoriser une information loyale du public et de sauvegarder la liberté d'expression.

**POSITION SUR L'EUTHANASIE**

Opposition sans concession à tout ce qui participe à la désacralisation de la dignité incomparable de toute vie humaine. La seule limite consiste à veiller à l'absence d'acharnement thérapeutique. Là également, il conviendrait de veiller à une sémantique de vérité.

**POSITION SUR LES SOINS PALLIATIFS**

Budgets à accentuer ; apporter plus d'aide aux médecins, aux personnels soignants qui bien souvent voudraient pratiquer une médecine personnalisée.

**POSITION SUR LE MARIAGE ET L'ADOPTION POUR TOUS**

Abroger le mariage pour tous, lequel place sur un pied d'égalité des réalités différentes.

Revenir à une anthropologie du réel. Ne retenir la conjugalité que pour les couples hétérosexuels.

Renforcer la protection de la filiation, refuser le principe de l'adoption pour tous : toujours favoriser la protection du plus faible, l'enfant.

**PMA POUR COUPLE DE FEMMES ET GPA**

Refus inconditionnel de la GPA et de tout ce qui incite à son recours, y compris en considération des aberrations à l'étranger. Mettre en place un arsenal pénal national dissuasif. Adopter une politique de communication et d'enseignement à la hauteur des enjeux de civilisation, du bien commun.

## **ENCOURAGEMENT DU MARIAGE CIVIL / SOUTIEN A LA CONJUGALITE.**

L'état, gardien de la politique, doit s'engager à promouvoir et soutenir le couple marié dans sa tâche d'éducation des enfants.

## **DIVORCE SANS JUGE**

Abroger ce système ; refuser de s'engluer dans le système de l'amour "kleenex" et de la répudiation par mail.

## **POSITION SUR L'ECOLE**

La responsabilité d'éduquer revient d'abord aux parents : les corps intermédiaires, jusqu'à l'Etat, ne peuvent que recevoir délégation des parents, laquelle doit être respectée.

Il faut redonner à l'école privée la liberté de vivre son caractère propre. Il faut également libérer le hors-contrat et favoriser une concurrence équitable entre les différentes offres proposées aux parents.

Je suis favorable au chèque éducation : cela respecte le rôle prioritaire des parents, au plan de l'exercice de leur responsabilité de premiers éducateurs, et leur liberté. Cela permettrait de faire bouger le mammouth de l'éducation nationale, lequel vit dans un système de concurrence déloyale. Il conviendrait de valoriser les systèmes de bourse au mérite pour faciliter l'éclosion des talents des milieux modestes.

L'école doit respecter la beauté et la dignité de l'amour humain ; les enseignants doivent respecter les souhaits des parents, l'âge des enfants. Il faut refuser une vision dépourvue de beauté, promouvoir les supports éducatifs qui valorisent la famille, la responsabilité, l'amour vrai, etc...

Il conviendrait d'interdire toute immixtion d'idéologies qui mettent sur le même plan des situations non comparables et valoriser des solutions humainement satisfaisantes.

## **EN CE QUI CONCERNE LA PORNOGRAPHIE**

l'état est responsable car il ne joue pas son rôle. Il faut faciliter les blocages des vecteurs de diffusion, poursuivre judiciairement et financièrement les marchandisations dégradantes, communiquer sur la laideur de ce qui falsifie la beauté de l'amour

## **POSITION SUR LA POLITIQUE FAMILIALE**

Il faut :

- avantager de manière objective, et indépendamment de tout critère de richesse, toutes les familles nombreuses,

- valoriser le rôle de l'éducation des enfants par leurs parents,
- reconnaître l'investissement des mères qui éduquent elles-mêmes leurs enfants,
- ne pas sanctionner financièrement les familles où les mamans ne travaillent pas ; au contraire, valoriser économiquement cet investissement pour la nation,
- inversement, dissuader toutes les dérives d'abandon de leurs responsabilités par les parents.